



Agriculteur autochtone examinant le maïs atrophié sur sa parcelle, adjacente à une plantation de palmiers à huile dans la municipalité de Sayaxché, département de Petén, Guatemala. Photo : Oxfam / Pablo Tosco

AGRICULTURES FAMILIALES ET PAYSANNES EN DANGER

Terres, alimentation, moyens de subsistance et expansion des monocultures en Amérique latine

Des études de cas sur les investissements agricoles à grande échelle au Paraguay, au Guatemala et en Colombie montrent que l'expansion des monocultures a pour effet de déplacer les communautés, ce qui nuit aux moyens de subsistance des petits agriculteurs et petites agricultrices et empire la situation locale en matière de sécurité alimentaire. Même lorsque les entreprises disent opérer de façon responsable, leur modèle économique détermine qui court les risques, qui a accès au capital et qui détient du pouvoir sur le marché. Être responsable devrait signifier que les avantages et les coûts sont distribués équitablement et que tous les droits sont respectés, y compris les droits fonciers. Bien entendu, des investissements privés en agriculture sont nécessaires, mais ils devraient venir compléter les activités des petites productrices et petits producteurs, et non leur porter atteinte, puisque les principaux investisseurs dans l'agriculture, ce sont eux.

RÉSUMÉ

Il est nécessaire d'investir davantage dans l'agriculture pour réduire la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire. Cela suppose non seulement d'accroître l'offre mais aussi de veiller à ce qu'une alimentation adéquate et nutritive soit accessible à tous et à tout moment. La manière dont ces investissements sont effectués, leur contexte et leurs conditions sont au moins aussi importants que les montants investis.

La récente vague d'acquisitions de terres à grande échelle qui a accompagné la hausse des investissements dans l'agriculture a suscité des inquiétudes concernant les impacts sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en milieu rural. Des études de cas du monde entier ont mis en évidence que les conséquences négatives l'emportent le plus souvent sur les rares avantages pour les communautés agricoles locales¹. Face à ces problèmes, il faut des normes fortes afin de promouvoir des investissements responsables. Un processus mondial crucial a été lancé par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pour convenir d'un ensemble de principes pour un investissement agricole responsable qui favorise la concrétisation progressive du droit à l'alimentation².

Ainsi, il est important de comprendre l'incidence qu'ont les investissements agricoles privés, mêmes ceux qui semblent être effectués de manière responsable, sur l'agriculture à petite échelle, l'accès aux terres et la sécurité alimentaire. Ce document présente les constatations se dégageant de trois études de cas commandées par Oxfam Amérique sur des acquisitions de terres réalisées par des entreprises basées aux États-Unis ou appuyées par des capitaux américains en vue de produire des denrées en plein développement à l'échelle mondiale : soja au Paraguay par Desarrollo Agrícola del Paraguay (DAP), huile de palme au Guatemala par Palmas del Ixcán, et maïs et soja en Colombie par Cargill³.

Ces trois cas, s'ils diffèrent à bien des égards, présentent néanmoins quelques points communs. Ils ont tous lieu dans des régions marginalisées, négligées dans le passé mais considérées aujourd'hui comme des pôles potentiels de développement de l'agriculture industrielle en vue de produire des produits de base pour les marchés régionaux et mondiaux. Les gouvernements ouvrent la voie aux grandes entreprises à travers des moyens incitatifs, des politiques fiscales et des investissements publics ciblés, convaincus qu'il s'agit là du seul modèle capable de mener la transformation productive et technologique requise.

Bien que les entreprises agroalimentaires affirment que leur expansion se produit sur des terres inutilisées ou sous-utilisées, les recherches menées par Oxfam sur le terrain au Guatemala et au Paraguay ont permis de brosser un tableau différent ; l'expansion des monocultures déplace les communautés locales et leurs moyens de subsistance traditionnels. Dans certains cas, le déplacement est un résultat direct, comme au Guatemala, où Palmas del Ixcán a acquis des terres appartenant à des petits exploitants. Dans d'autres, c'est un effet indirect, comme au Paraguay, où des familles pratiquement encerclées par des plantations de soja transgénique Roundup-Ready ne sont pas en mesure de rester en raison des problèmes de santé et environnementaux provoqués par l'utilisation intensive de produits agrochimiques qui endommagent également leurs cultures et leur bétail.

Les recherches menées sur le terrain au Paraguay et au Guatemala ont montré que l'expansion des monocultures à grande échelle entraîne une concurrence pour les terres avec la production vivrière à petite échelle ; ainsi, des ménages qui étaient jadis autosuffisants sur le plan alimentaire dépendent désormais de marchés locaux où ils ne peuvent pas toujours se procurer

une alimentation nutritive. De plus, les revenus limités tirés d'emplois saisonniers et maigrement rémunérés dans les plantations de palmiers à huile et de soja (lesquelles emploient très peu d'ouvriers) ne garantissent pas aux ménages un pouvoir d'achat leur permettant d'accéder à une alimentation adéquate.

Des petites productrices et petits producteurs peuvent être poussés à se déplacer même lorsque des réglementations visant à maintenir leurs droits sur les terres existent. En Colombie, les terres distribuées par l'État dans le cadre des processus de réforme foncière sont soumises à des restrictions pour éviter la concentration de la propriété sur les terres. Cargill a tout de même contourné ces règles en créant 36 sociétés-écrans dont chacune a acheté moins de surface que la limite légale, pour acquérir au total plus de 52 000 hectares dans le département de Vichada, soit 30 fois le maximum autorisé pour un seul propriétaire.

Dans les cas analysés, la situation des petites agricultrices et petits agriculteurs s'est aggravée même là où des modèles commerciaux plus inclusifs, leur offrant la possibilité de participer à des chaînes d'approvisionnement agricole, ont été mis en place. Au Paraguay et au Guatemala, les entreprises ont soutenu l'adoption de la mécanisation et de l'agriculture intensive en intrants par les petits producteurs et petites productrices. La plupart des risques liés à ces processus ont dû être assumés par ces derniers, et les problèmes d'iniquité, de déséquilibre de pouvoir et de manque de financements durables n'ont pas été réglés. Le fait de simplement reproduire le modèle de production de la monoculture à grande échelle n'a pas présenté d'avantages pour les petites productrices et petits producteurs, qui se sont retrouvés au contraire pris au piège de la dette et soumis au risque de perdre leurs maigres biens.

Un certain nombre de points saillants ressortent des études de cas réalisées. L'expansion des monocultures à grande échelle, impulsée par la dynamique des marchés et les intérêts financiers mondiaux, tend à intensifier la concentration de la propriété des terres, à limiter l'accès équitable aux ressources, à dégrader l'environnement, à nuire à la santé de la population locale, à créer des conditions de travail indignes et à compromettre les moyens de subsistance traditionnels des petites productrices et petits producteurs. Tant que les problèmes liés au modèle économique ne seront pas réglés, la responsabilité sociale des entreprises générera peu de bénéfices.

Un investissement responsable devrait reconnaître le rôle essentiel de celles et ceux qui investissent le plus dans l'agriculture, les petits producteurs, en particulier les femmes. Il devrait compléter les investissements de ces productrices et producteurs – et non les pousser à se déplacer, répondre à leurs besoins et leurs difficultés et les aider à exprimer tout leur potentiel. Les démarches d'investissement devraient être fondées sur les obligations liées aux droits humains et ne devraient pas menacer les droits et les moyens de subsistance des petites productrices, des petits producteurs et des communautés locales. Les coûts sociaux et environnementaux des investissements devraient être internalisés par les investisseurs ou compensés proportionnellement pour ne pas générer des profits aux dépens des communautés locales et de l'ensemble de la société.

Les principes pour un investissement agricole responsable qui doivent être adoptés par le CSA devraient établir une « norme d'excellence » mondiale qui oriente toutes les formes d'investissement par des acteurs publics et privés. Cela suppose notamment de rectifier le modèle des investissements et des partenariats, qui ont un impact important au niveau local. L'équilibre des pouvoirs, la répartition des risques et les conséquences sur l'accès à l'information, sur les terres et autres ressources naturelles – et le contrôle exercé sur ces dernières – détermineront en grande mesure s'il y aura des avantages pour les petites productrices et petits producteurs ou si leurs droits seront sapés. Les bailleurs de fonds bilatéraux et les institutions financières internationales devraient promouvoir des modèles d'investissement agricole véritablement inclusifs et durables et évaluer l'efficacité de leurs standards de performances à la

lumière des résultats sociaux et environnementaux de leurs investissements.

Enfin, l'État doit jouer un rôle crucial en fournissant un cadre pour l'investissement privé dans lequel les politiques, les réglementations et les institutions garantissent que les bénéfices et les coûts soient équitablement distribués et les droits respectés. L'investissement de l'État dans des secteurs publics clés, comme les infrastructures rurales, les marchés informels, l'éducation, la recherche agricole et les services de vulgarisation peut générer des bénéfices économiques et sociaux considérables pour l'ensemble de la société.

La pauvreté rurale chronique et les inégalités extrêmes en Amérique latine sont le résultat de politiques publiques biaisées qui ont échoué à promouvoir un développement inclusif. Si l'on veut que l'agriculture contribue au développement durable tout en réduisant la pauvreté et les inégalités, les gouvernements doivent cesser de concentrer leurs efforts sur l'attraction d'investissements privés mais plutôt lutter contre l'exclusion structurelle des principaux investisseurs dans l'agriculture, les petites productrices et petits producteurs.

NOTES

- 1 Voir notamment Cotula et al. (2009) *Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa*, Rome/Londres, FAO/FIDA/IIED ; Deininger et al. (2011) « Rising Global Interest in Farmland: Can it Yield Sustainable and Equitable Benefits? », Washington DC, Banque mondiale ; Anseeuw et al. (2012) « Land Rights and the Rush for Land: Findings of the Global Commercial Pressures on Land Research Project », Rome ; Coalition internationale pour l'accès à la terre et FAO (2013) « Trends and impacts of foreign investment in developing country agriculture. Evidence from case studies », Rome.
- 2 CFS (2013), « Terms of Reference to Develop Principles for Responsible Agricultural Investment », octobre 2012, http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1314/rai/CFS_RAI_ToRs.pdf
- 3 A. Guereña (2013) « The Soy Mirage: The limits of corporate social responsibility: the case of the company Desarrollo Agrícola del Paraguay », rapport de recherche d'Oxfam, août 2013, <http://oxf.am/U6b> ; A. Guereña et R. Zepeda (2013) « The Power of Oil Palm: Land grabbing and impacts associated with the expansion of oil palm crops in Guatemala: The case of the Palmas del Ixcan company », document de recherche de référence d'Oxfam Amérique, <http://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/the-power-of-oil-palm/> ; et Oxfam (2013) « Divide and Purchase: How land ownership is being concentrated in Colombia », rapport de recherche d'Oxfam, <http://oxf.am/Uza>

© Oxfam International avril 2014

Ce document a été rédigé par Arantxa Guereña et Stephanie Burgos. Oxfam remercie Luca Chinotti, Oscar Lopez, Verónica Heilborn, Ricardo Zepeda et Adriana Rodriguez pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-588-3 en avril 2014.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org